Tunisie : un député demande une mission d'information parlementaire

Malgré la prudence des autorités françaises sur la situation en Tunisie, le député UMP de Seine-et-Marne Didier Julia a demandé lundi 10 janvier la création d'une mission d'information parlementaire sur les événements de Tunisie, où une révolte contre le chômage a dégénéré en émeutes sanglantes.

Dans une lettre adressée au président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Axel Poniatowski (UMP), Didier Julia demande d'*"examiner la possibilité de mettre en oeuvre une mission parlementaire afin de savoir comment de tels événements dramatiques ont pu se produire en Tunisie et quelles conséquences notre pays doit en tirer pour ce qui concerne la forme de ses relations avec la Tunisie"*. Didier Julia indique par ailleurs que *"les informations les plus sérieuses permettent de recenser une cinquantaine de morts"*.

Le sénateur PS Jean-Pierre Sueur, président du groupe d'amitié France-Tunisie du Sénat, a dénoncé, lundi, *"la répression violente"* en Tunisie et exprimé *"émotion et tristesse"* devant la multiplication des morts. Il exprime sa *"solidarité avec tous ceux qui souhaitent des évolutions dans ce pays, le respect de toutes les libertés, et avec tous ces jeunes contraints au chômage et aux expédients, alors qu'ils sont souvent diplômés, et qui veulent être entendus et construire un avenir conforme à leurs si légitimes espérances"*.

De son côté, la Ligue des droits de l'homme a exprimé son *"entière solidarité"* avec la *"lutte courageuse pour la démocratie de tous les citoyens victimes de l'arbitraire et de l'injustice qui règnent depuis tant d'années en Tunisie"*. La LDH dénonce *"le silence complice des autorités politiques françaises actuelles"* qui n'est, selon elle, *"en rien représentatif de l'indignation qui s'étend dans la société française, à présent que les masques tombent et qu'apparaît au grand jour le visage de la dictature"*. A Paris, la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH) a réclamé lundi la suspension des négociations entre la Tunisie et l'Union européenne.

La France est sortie lundi de son silence en déplorant les violences. Un porte-parole du Quai d'Orsay a appelé *"à l'apaisement"*.

LEMONDE.FR avec AFP

© 2011 Le Monde.fr. Tous droits réservés.